

DES CITOYENS DISENT STOP
À LA MARCHANDISATION DE L'EAU

VAGUE CITOYENNE

POUR L'EAU, BIEN COMMUN

UN FILM DE
FRANÇOIS GUIEU



Contacts

DISTRIBUTION

Raffaele Ventura

06 11 28 56 63 / 01 49 88 18 80

labelvideo@free.fr

PRESSE

François Guieu

06 62 12 94 19

vague.citoyenne@gmail.com

ASSOCIATIONS

Coordination Eau Ile-de-France

09 82 31 73 84

coordination@eau-iledefrance.fr

Vague Citoyenne

Un film de François Guieu

Synopsis

Vague Citoyenne est comme l'eau, tombe du ciel, coule, s'infiltré et gonfle les flots.

L'eau est à qui ? À l'État, aux politiques, aux multinationales, aux financiers qui cherchent à se l'approprié, ou bien... à nous toutes et tous ? Des femmes et des hommes, en une déferlante citoyenne, réclament leur simple droit vital. L'eau. En France. Berceau des marchands mondiaux de ce bien commun.

Ce film les suit pendant six années et nous plonge dans le bain des militants de l'eau, de leurs actions coup-de-poing et dans les méandres de la justice française. Les multinationales n'hésitent pas à user de procédés d'un autre âge, dignes de films d'espionnage pour décrédibiliser le mouvement. Une véritable guerre est déclarée. Face à la voix dominante de l'argent, d'autres voix s'élèvent. Ces luttes du quotidien et leurs victoires érodent, vague après vague, le pouvoir des puissants de l'eau.



Résumé

Vague Citoyenne ou l'odyssée des mouvements citoyens en France en écho à ceux du monde.

Tout commence en 2008, en banlieue parisienne, à l'occasion du renouvellement du plus grand marché de distribution d'eau potable d'Europe (360 millions d'euros de chiffre d'affaires), celui du Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDIF) qui regroupe alors 144 communes. Depuis 1923, ce marché est confié à Veolia. Pour la première fois, la société civile s'exprime à ce sujet et fait entendre la voix d'une alternative publique pour la gestion de l'eau. Un contre-pouvoir citoyen émerge.

En suivant les protagonistes de ces mouvements non partisans, nous découvrons les différentes facettes de la marchandisation de l'eau en France : pollution, surfacturation, santé publique, corruption, environnement... et leurs influences néfastes sur la gestion d'une ressource pourtant essentielle à la vie.

Le combat semble inégal, c'est David contre Goliath. Mais ces mouvements citoyens obtiennent des victoires, grâce à une palette de formes d'actions ciblées et novatrices : jusqu'où faut-il aller pour se faire entendre des pouvoirs publics ? Production de contre-expertises, débats et projections publics, batailles juridiques, actions coup de poing pacifiques teintées d'humour, et jusqu'à la désobéissance civile ! Les arguments en faveur d'une gestion publique font mouche. D'autant plus que, de part et d'autre du périphérique, les régies Eau de Paris et Eau des Lacs de l'Essonne, nouvellement créées, ont mis en place des gestions publiques réussies, à l'avantage des usagers et dans l'intérêt général.

En parallèle, la tenue du Forum Alternatif Mondial de l'Eau, à Marseille en mars 2012, ouvre des perspectives internationales. Avec quarante fois moins de moyens, le FAME a dépassé le forum officiel en nombre de participants. Partage d'expériences et propositions de solutions pragmatiques et viables font face à la menace de la marchandisation croissante du bien commun.

Sur un autre terrain, la levée citoyenne contre les gaz et pétrole de schiste connaît un essor fulgurant, tient tête au gouvernement et s'interpose face aux premières tentatives de forage en région parisienne.

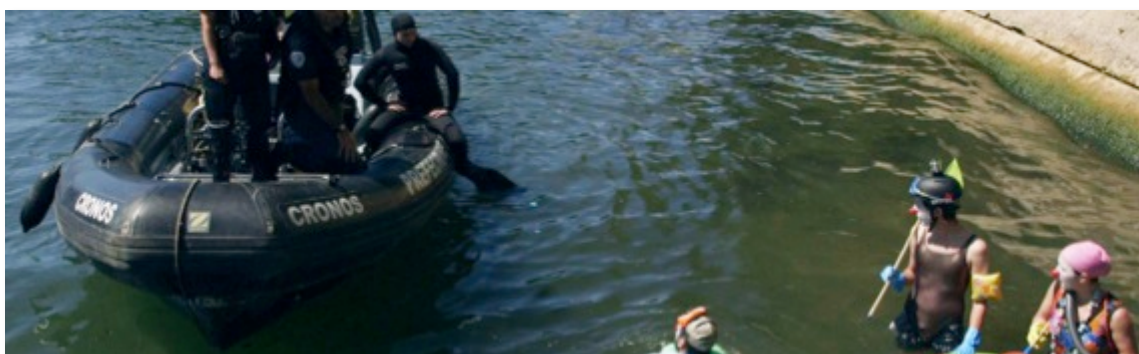
Vague Citoyenne met en scène des protagonistes qui rejoignent, par leur démarche, les mouvements des indignés, des printemps arabes, des ZAD de Notre Dame des Landes ou de Sivens. Parce qu'aujourd'hui, être citoyen, c'est participer aux enjeux de demain, car l'Etat, c'est lui.

De nombreux enjeux présentés dans *Vague Citoyenne* continuent de faire du remous dans l'actualité :

L'interdiction des coupures d'eau pour impayés par la loi Brottes de 2013 n'est pas respectée par les distributeurs d'eau. Les tribunaux en ont déjà condamné plusieurs ! Et pendant ce temps, [un sénateur UMP a même tenté de revenir dessus via un amendement, dans une autre loi.](#)

Gabriel Amard, fondateur de la régie publique Eau des Lacs de l'Essonne, a vu ses actions attaquées par un blog d'un faux militant écologiste. Ce site a en fait été créé de toute pièce par une société de lobbying Vaes Solis mandatée par la Lyonnaise des Eaux. Gabriel Amard a porté plainte et attend le jugement. Il expose cette affaire dans son livre [La Guerre de l'eau aux éditions Bruno Leprince.](#)

Vague Citoyenne s'inscrit dans la préparation de la [conférence sur le climat \(COP21\) prévue en décembre 2015 en région parisienne.](#)





Genèse du film

C'est la rencontre de personnes, d'un monde, celui des militants de l'eau, de leurs idées et de leurs actions qui a donné naissance à ce film.

Depuis mon enfance, l'eau est pour moi un élément primordial. Dans l'eau, je me sens comme un poisson. D'ailleurs tous les militants, rencontrés au fil de 4 années de tournage, ont un lien ou un souvenir particulier avec l'eau. Pour certains ce sont les baignades, dans la mer, des rivières ou la baignoire, pour d'autres des jeux dans l'eau ou avec l'eau, des parties de pêche, des voyages sur l'eau, ou tout simplement un grand verre pour étancher sa soif. L'eau est dans tous les aspects de nos vies. Sans eau, pas de vie !

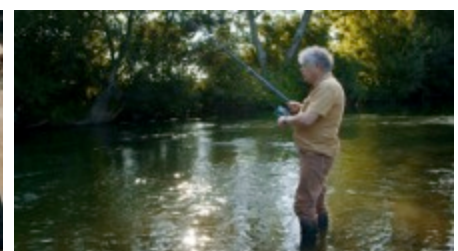
Tout a véritablement commencé lorsque j'ai rencontré Stefania Molinari. Au bout de quelques minutes de conversation à bâton rompu sur la gestion de l'eau en France, ma décision est prise de faire un film sur le sujet avec elle comme fil rouge. Faire un film sur ces femmes et ces hommes, ces citoyens, sur leur histoire : le combat de l'eau pour tous.

Très rapidement, Stefania me fait rencontrer les personnalités militantes de l'eau. Jean-Claude Oliva, président de la Coordination Eau Ile-de-France, Danielle Mitterrand et sa Fondation France Libertés, Jean-Luc Touly, salarié de Veolia et syndicaliste, Marc Laimé et son blog incontournable les Eaux Glacées, Anne Le Strat, à l'origine du retour en régie publique de la gestion de l'eau à Paris, et bien d'autres encore. Ensemble, ils maîtrisent les pièces du puzzle complexe de la gestion de l'eau et informent les élus, les collectivités.

Les défis sont énormes. La majorité des français ignorent même la situation : tant que l'eau coule au robinet, tout va bien. Pourtant, la délégation du service public de l'eau pose de nombreux problèmes : tarifs, accès à l'eau, pollution, gaspillage, gouvernance, transparence. Des multinationales, en France comme à l'étranger, s'approprient ce bien. La clientèle captive n'a pas d'autre choix que d'acheter, à des prix élevés, le strict nécessaire à sa survie, car il est impossible de se passer d'eau et que les distributeurs sont presque toujours en situation de monopole...

J'ai voulu aussi construire un documentaire vivant, sans interview d'experts, mais avec des scènes de vie et d'action de ces femmes et hommes, avec leurs doutes, leurs hésitations, leurs échecs et aussi leurs victoires. J'ai voulu exposer enfin au grand jour ces militants de l'ombre et faire en sorte que les paroles de citoyens deviennent des paroles de spécialistes de haut vol, sans intérêt personnel ou mercantile, porteurs de l'intérêt général.

Vague Citoyenne, a pour but, non seulement de sensibiliser aux problématiques de l'eau, mais aussi de montrer qu'il est possible de faire bouger les choses. Tous ces activistes de l'eau ont, par leurs actions diverses et variées, contribué à ce que l'eau soit reconnue comme un bien commun. Localement, ils permettent aussi aux élus de faire d'autres choix, plus justes, plus démocratiques.



La Genèse du mouvement

En France...

La France, berceau des multinationales de l'eau, est devenue le foyer des contestations. Les années 1990 où ces sociétés régnaient sans partage, ont vu croître avec le montant des factures, l'indignation des consommateurs, mais sans beaucoup de conséquences immédiates.



L'affaire Carignon qui éclate en 1995 et mène à la condamnation du maire de Grenoble pour corruption impliquant des distributeurs d'eau, constituera un tournant annonciateur d'un changement d'époque. La loi Sapin (1993) limite la durée des contrats de délégation de service public (DSP) aux entreprises ; du coup, la fin de la plupart des contrats de DSP pour l'eau se concentrera sur une courte période entre 2010 et 2015. Ce qui aura pour effet aussi de multiplier et de rendre plus visibles les débats sur l'intérêt de renouveler ou non les contrats et celui de la gestion publique en régie.

Cette fenêtre historique des fins de contrats voit aussi monter un mouvement citoyen qui remet en cause la double délégation au cœur du système français de gestion de l'eau : la délégation par les villes de l'exploitation du service public aux entreprises, et la délégation par les électeurs des décisions aux élus. L'usager citoyen revendique une place dans la gestion de l'eau aussi bien au quotidien que sur les grandes décisions comme le choix du mode de gestion publique ou privée. La démocratie devient le fil rouge d'un combat dans lequel des revendications sociales, environnementales et politiques se croisent et s'enrichissent mutuellement.

...et dans le monde

Les années 2000 voient d'abord le forcing des multinationales françaises, Veolia et Suez, pour s'imposer partout dans le monde, puis très vite, un reflux, basé sur l'expérience catastrophique pour les populations de leur gestion.

Le cas le plus emblématique est celui de la ville de Cochabamba en Bolivie où se déroulera une véritable guerre de l'eau : non seulement la multinationale (Suez) sera chassée, mais ce mouvement populaire sera à l'origine d'un changement de régime politique au niveau du pays. En parallèle un mouvement monte à l'occasion des forums mondiaux de l'eau organisés par les multinationales, des forums alternatifs organisés par les mouvements sociaux, réclament voix au chapitre.

Par un juste retour des choses, c'est à l'initiative de la Bolivie que la reconnaissance du droit humain à l'eau et à l'assainissement sera votée par l'assemblée générale des Nations Unies, le 28 juillet 2010. Aboutissement de vingt ans de luttes, cette reconnaissance va donner encore plus de poids au refus de la marchandisation de l'eau. Le Forum alternatif mondial de l'eau en 2012 à Marseille verra la convergence du mouvement en France et dans le monde et la consécration de l'idée « eau bien commun », nouvel horizon des activistes de l'eau du monde entier.

Les Personnages

Stefania Molinari

Ethnologue de formation, en 2001 elle accompagne une communauté affectée par la construction d'un mégabarrage au Guatemala. En France, elle collabore avec diverses initiatives qui impulsent la participation citoyenne à la gestion de l'eau, et met en place des formes d'action créatives, alliant éducation populaire et art activiste. Italienne, elle fait naturellement le pont avec les batailles dans son pays d'origine...



Jean-Claude Oliva

Fondateur de la Coordination Eau Ile-de-France, son fil rouge est sciences et démocratie. Pour le Conseil général du Val de Marne, il anime l'Université Populaire de l'Eau et du Développement Durable qui lui donne l'occasion de faire connaître les problématiques et les personnalités du monde de l'eau.

" Le principe de démocratie est au cœur de notre action et de ses objectifs. Nous voyons naître d'étonnantes dynamiques citoyennes qui portent loin : qui aurait parié sur la reconnaissance du droit à l'eau par l'ONU en 2010 ? Ou sur la remunicipalisation de l'eau à Paris ? Ou sur l'interdiction des coupures d'eau en France en 2014 ? Chemin faisant, nous affirmons le sens et l'efficacité de l'engagement collectif, un mouvement se construit... "



Jean-Luc Touly

Conseiller régional et responsable eau à France Libertés, ancien syndicaliste chez Véolia, Jean-Luc est un lanceur d'alerte : il dénonce les pratiques des multinationales de l'eau, leurs liens avec certains élus et les conséquences sur les factures d'eau payées par les usagers. Il a coécrit *L'eau des multinationales, les vérités inavouables*, Fayard 2006.

" Salarié de Veolia, syndicaliste, responsable associatif, élu politique, mais aussi contribuable et usager de l'eau, je suis avant tout un citoyen qui résiste devant la toute-puissance des multinationales, de l'argent roi, de la corruption, des conflits d'intérêts : le combat pour l'eau pour tous, c'est la lutte du pot de terre contre le pot de vin. "



Gabriel Amard

Ancien président de la communauté d'agglomération des Lacs de l'Essonne, il a choisi en 2010 de sortir du syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF) en créant la régie publique Eau des Lacs de l'Essonne. Il est le premier élu en France à mettre en place la gratuité des premiers litres essentiels à la vie.



Xavier Renou

Après des études à Science Po et une première expérience à Greenpeace, il crée en 2006 le collectif des Désobéissants. Dans la mouvance des « nouveaux militants », il est spécialisé en actions médiatiques et spectaculaires. En 2010, avec le collectif S.eau.S Ile-de-France, il participe à la campagne contre le SEDIF : depuis, l'eau bien commun fait partie de ses domaines d'action.



Anne Le Strat

Élue municipale et présidente d'Eau de Paris de 2008 à 2014, elle a mené la remunicipalisation exemplaire du service de distribution de l'eau dans la capitale pour une gestion au juste prix, transparente et démocratique.



Célia Blauel

Adjointe à la maire de Paris, Anne Hidalgo, depuis mars 2014, à l'environnement, au développement durable, à l'eau, à la politique des canaux et au plan climat énergie, elle a été désignée en juin 2014 pour succéder à Anne Le Strat à la tête du Conseil d'Administration de la régie municipale Eau de Paris.



Emmanuel Poilane

Engagé sur le terrain du développement en Afrique pendant 17 ans, il est touché par les difficultés d'accès à l'eau pour les populations. Depuis 2009, il est le directeur de la Fondation Danielle Mitterrand – France Libertés. Cette fondation de défense des droits de l'homme a été l'une des premières à comprendre les enjeux politiques, sociaux et démocratiques liés à l'eau. En 2013, en partenariat avec 60 millions de consommateurs, une grande campagne est lancée sur 3 thématiques : les fuites de réseaux, la qualité et la tarification de l'eau. Plus récemment, avec l'association Coordination Eau Ile de France, il veille au respect de la loi Brottes de 2013 qui interdit les coupures d'eau. Les deux associations soutiennent des personnes pour mener les multinationales devant les tribunaux afin de faire cesser leurs pratiques brutales et illégales.



Danielle Mitterrand

Pionnière du mouvement pour l'eau bien commun, elle a fait du droit fondamental d'accès à l'eau pour tous une priorité de la fondation France Libertés, qu'elle crée en 1986. Elle estimait que c'est « bien à l'eau, cet élément vital que sont subordonnés tous les droits de l'homme et des peuples (...) et qu'on ne peut continuer à défendre les droits de l'homme si la vie elle-même est contestée. »

En 2010, elle lance l'initiative, porteurs d'eau, qui permet de sensibiliser le grand public aux problématiques de l'eau et des pratiques des multinationales Veolia, Suez et la SAUR.



Marc Laimé

Journaliste spécialisé dans les problématiques de l'eau et consultant auprès des collectivités. Son blog les eaux glacées du calcul égoïste (www.eauxglacees.com) est devenu au fil du temps un incontournable pour qui s'intéresse aux questions de l'eau...



Dominique Voynet

Ancienne maire de Montreuil, elle est à l'initiative de la remise en question du contrat avec le SEDIF. Elle ne mâche pas ses mots quant aux zones floues du contrat avec le SEDIF qu'elle a pu relever et qu'elle dénonce. Sa position d'élue écologiste la fait naturellement pencher vers une gestion publique.



William Bourdon

Il est l'avocat de la Coordination Eau Ile-de-France dans le procès qui l'oppose à Est Ensemble. En d'autres occasions, il défend aussi Jean-Luc Touly et France Libertés. Il est avant tout un grand défenseur des droits de l'homme, spécialisé dans la défense des victimes de la mondialisation et des crimes contre l'humanité.

Jacques Perreux

Ancien vice-président du Conseil Général du Val de Marne, il lance en 2001 le Festival de l'Oh ! qui se déroule depuis chaque année et mobilise tout le département pendant deux jours autour de l'eau sur les bords de la Marne et de la Seine.



Riccardo Petrella

Politologue et économiste, il ne se laisse pas bercer par les arguments économiques ou politiques, mais collabore à l'élaboration d'un nouvel imaginaire politique pour lequel le bien commun relève de la citoyenneté, de l'écocitoyenneté et de la démocratie. Il est aussi président de l'Institut Européen de Recherche sur la Politique de l'Eau (IERPE).

Raymond Avrillier

Ancien adjoint au maire de Grenoble, il a fait de la lutte contre la corruption et du retour de l'eau en gestion publique ses chevaux de bataille. Il a notamment fait éclater l'affaire Carignon : l'ancien maire de Grenoble a reçu l'équivalent de 2,9 millions d'euros entre 1984 et 1997 des sociétés Merlin et Lyonnaise des Eaux et leur a cédé le marché de l'eau grenoblois en 1989. Raymond a joué un rôle clé pour le retour à la gestion publique en 2000.



Bertrand Kern

Ex-président de la Communauté d'agglomération Est ensemble, il est un des partisans du Partenariat Public Privé à Est Ensemble. Devant l'opposition à la réadhésion au SEDIF, il a démissionné de ses fonctions en 2012.

André Santini

Président depuis 1983 du Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF), un des plus gros contrats d'eau de Veolia au monde et le plus ancien, il assure le maintien de ce contrat. Les stratégies de communication qu'il met en place avec VEOLIA empêchent un débat d'idées.





L'auteur

François Guieu a œuvré pendant plus de 10 ans à la télévision en tant que chef monteur ; depuis une dizaine d'années, il est passé à la réalisation. Éclectique dans ses choix, il a réalisé aussi bien des clips vidéo, des films institutionnels voire publicitaires pour s'orienter vers le documentaire en tant que réalisateur indépendant.

Son travail a été récompensé pour son film *le P'tit Zébulon*, sélectionné au Festival du film insulaire (Groix) en 2010 et présenté au Festival international de films Pêcheurs du Monde (Lorient), puis diffusé en salle sur l'Île d'Yeu.

Filmographie

L'envers du décor, 2009, Documentaire 26' (bonus du DVD *L'Enfant de La Ciotat* d'Arnaud Debrée, édition Thinpak)

Ce film livre toutes les coulisses du court métrage d'Arnaud Debrée « Ce court métrage est devenu un film culte récompensé dans de nombreux festivals en France comme à l'étranger.

Le P'tit Zébulon, 2010, Documentaire 26'

Gérald, l'un des derniers pêcheurs de bars de ligne, nous parle, avec sa joie de vivre, de son histoire, de celle de sa famille, de son rocher, l'Île d'Yeu et de celle de la pêche qui s'éteint sur nos côtes françaises.

Le Petit Bar, 2011, Documentaire 52'

Les bistrotts disparaissent, balayés par des lieux modernes et impersonnels de consommation. Lili, derrière son comptoir près du poêle à charbon et ses clients de l'autre côté, nous ramène à ces époques où le troquet était un lieu familial dont les repères, fièrement, résistaient au temps, au son de dialogues à la Audiard. Ici la vie frémit, encore et toujours, dans ce vieux décor de cinéma.

Fiche technique *Vague Citoyenne*

Écriture : François Guieu et Vincent Hachet

Réalisation : François Guieu

Collaboration à la réalisation : Aferdite Ibrahimaj

Images : François Guieu, Arnaud Briotet et Aferdite Ibrahimaj

Son : Xavier Pons et Frédérique Pfohl

Montage : David Jungman

Stagiaire Montage : Laura Schmit

Mixage : Le Snark et Denis Lefdup

Étalonnage : Film du Périscope et Théophile Rausch

Musique générique : 8 secondes - Les Cowboys Fringants - Album : La Grand-Messe -

Production déléguée : Véronique Holley et Raffaele Ventura (Label Vidéo)

Durée : 1h53

Coproduction : Richard Sovied (Télé Bocal), Sylvain Poubelle et Bruno Niepceron (TVM Est parisien), Damien Froidevaux, David Jungman, Xavier Pons et Florent Verdet (Entre2Prises)



Partenaires

Avec le soutien de La Région Ile-de-France en partenariat avec le CNC
Avec la participation du Centre National du Cinéma et de l'Image Animée

[Coordination Eau Ile-de-France](#)

[Eau Bien Commun PACA](#)

[Coordination Eau Bien Commun Rhône-Alpes](#)

[Fondation France Libertés](#)

